



Liu Xiaobo, partie visible de l'iceberg

La Chine, engagée dans les réformes, continue de réprimer pour étouffer le mécontentement social. C'est une voie sans issue, juge un quotidien économique de Hong Kong.

Shun Po Hong Kong

Avec l'attribution du prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo, c'est la deuxième fois, après le dalaï-lama, qu'un Chinois obtient une telle distinction. Le Comité Nobel a indiqué lui avoir décerné ce prix pour récompenser un long combat non violent en faveur des droits de l'homme en Chine. Tout en saluant les progrès accomplis ces dernières années en matière de développement économique, progrès qui ont permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, et tout en reconnaissant des améliorations en matière de participation des citoyens aux activités politiques, le Comité critique vertement la Chine sur le dossier des droits de l'homme. Il accuse le gouvernement chinois de violer les différentes conventions internationales qu'il a signées et promis d'observer scrupuleusement, et de faire fi des dispositions de sa propre Constitution, en particulier de l'article 35, qui garantit à tout citoyen les libertés d'expression, de presse, de réunion et de manifestation. Convaincu que protection des droits de l'homme et promotion de la paix sont liées, le jury estime que l'attribution du prix à Liu Xiaobo correspond bien aux dernières volontés exprimées par Alfred Nobel dans son testament. Cet événement concrétise sans nul doute l'adhésion de la communauté internationale au mouvement de protection des droits de l'homme en Chine, mené à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et traduit son mécontentement à l'encontre des reculs et lacunes du gouvernement chinois dans ce domaine.

En décembre 2008, à l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du 10^e anniversaire de la signature par le gouvernement chinois du Pacte international relatif aux droits civils et politiques [non ratifié à ce jour], Liu Xiaobo a participé au lancement et à la rédaction de la Charte 08, qui vise à favoriser l'avancée de la démocratie en Chine et dans laquelle il appelle à une amélioration de la situation des droits de l'homme dans son pays. "Les citoyens chinois prennent de plus en plus clairement conscience que la liberté, l'égalité et les droits de l'homme sont des valeurs universelles de l'humanité, que la démocratie, la république et un gouvernement constitutionnel sont le cadre institutionnel fondamental d'une politique moderne." Cette publication lui a valu d'être arrêté, puis condamné à onze ans de prison et deux ans de privation de ses droits politiques pour "incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat".

L'impitoyable répression que mènent depuis des années les autorités chinoises contre ceux qui dans la population ont un point de vue différent

← **Hong Kong, 2009. Manifestation en faveur de Liu Xiaobo.**



"Le 9, la prison avait déjà annoncé à Liu qu'il avait obtenu le prix. Quand il a vu sa femme, Liu Xia, il a dit qu'il dédiait ce prix aux victimes de Tian'anmen, puis il s'est mis à pleurer." **Tweet de Lü Jinghua,** amie de Liu Xia. Celle-ci est placée en résidence surveillée.



A la une

de *Time Asia* : "Le monde de Wen". Le Premier ministre chinois était interviewé à la veille de l'attribution du Nobel à Liu Xiaobo. "Je crois que la liberté d'expression est indispensable dans tous les pays. Elle a été incorporée à la Constitution chinoise." Ces déclarations, non diffusées en Chine, ont été amplement commentées sur les sites intellectuels chinois.

est révélatrice d'un manque de confiance dans leur propre gouvernance. Au cours de la trentaine d'années de politique de réforme et d'ouverture, le gouvernement chinois a été confronté à mille et un problèmes et sa tâche n'a vraiment pas été facile. De plus, après l'application des années durant du "Laissons certains s'enrichir en premier", de gigantesques groupes d'intérêts se sont créés, accentuant les tensions au sein de la société. Incapables d'y faire face, les autorités ont choisi d'adopter des mesures répressives pour faire taire les voix d'opposition dans la population. Cependant, recourir sans cesse à la répression pour étouffer le mécontentement social et chercher à créer une société harmonieuse qui tient du mirage revient à pratiquer la politique de l'autruche et à se tromper soi-même. Sous un tel régime, la population n'est pas en mesure d'exprimer son potentiel, tandis que l'Etat ne peut pas non plus se développer de manière saine et harmonieuse.

Le sort de Liu Xiaobo en Chine n'est que la partie visible de l'iceberg. La décision du Comité Nobel constitue une reconnaissance par la communauté internationale de l'action menée par les défenseurs des droits individuels en Chine, et un encouragement. Le Parti communiste chinois (PCC) a toujours réagi très violemment aux critiques adressées de l'étranger au sujet des droits de l'homme. De fait, l'annonce de la décision du jury du prix Nobel de la paix a touché un point sensible du gouvernement chinois : le ministère des Affaires étrangères a immédiatement réagi par l'intermédiaire de son porte-parole, Ma Chaoxu, qui a déclaré que le couronnement de Liu Xiaobo, un criminel condamné par les instances judiciaires chinoises, allait à l'encontre des principes d'attribution du prix et portait atteinte aux bonnes relations sino-norvégiennes.

La réaction des autorités chinoises est significative de l'accumulation de vieilles rancœurs. Le pouvoir chinois estime que les pays occidentaux imposent leurs valeurs culturelles à la Chine, qu'ils cherchent à la diaboliser aux yeux de l'opinion publique sur le dossier des droits de l'homme, qu'ils attisent le mécontentement populaire et cherchent à ébranler le gouvernement du PCC, leur objectif étant de juguler l'influence grandissante qu'exerce la Chine sur la communauté internationale. Une telle manière de voir constitue en fait un point erroné de la pensée des autorités chinoises ; c'est aussi l'un des grands obstacles psychologiques à la complète insertion de la Chine dans le concert des nations. Ces dernières années, le gouvernement chinois a pris conscience qu'il ne pouvait pas compter sur sa seule force économique pour rayonner sur la scène internationale. C'est pourquoi il est bien décidé à accroître son *soft power*. Il s'efforce donc de promouvoir la culture traditionnelle chinoise, par exemple en ouvrant partout dans le monde des établissements culturels comme les instituts Confucius, et il s'engage activement dans l'organisation d'événements comme les Jeux olympiques [Pékin 2008] ou l'Exposition universelle [Shanghai 2010] pour montrer au reste du monde les acquis de la Chine dans le domaine de l'économie, des sciences humaines et des techniques. Néanmoins, des droits fondamentaux comme la liberté, l'égalité, le respect des droits de l'homme constituent désormais la base de tout progrès humain dans les sociétés modernes ; ils sont au cœur des valeurs universelles. Si les autorités n'en ont cure, et quand bien même la Chine affiche une splendeur accrue, le monde extérieur ne verra que la face répressive et brutale de la Chine, qui ne pourra gagner le respect de la communauté internationale. ◆